



Recommandations de vote du PSGC
Le 28 août 2026

OUI à l'initiative pour la formation et deux NON aux initiatives fédérales le 27 septembre 2026

Pour une école publique forte et de qualité dans le Grand Chasseral!

Le PS Grand Chasseral appelle à voter résolument OUI à l'« Initiative bernoise sur la formation » le 27 septembre prochain. Face aux défis majeurs que traverse notre système éducatif, inscrire le principe d'une formation de haute qualité dans la Constitution cantonale est une nécessité absolue pour garantir l'égalité des chances, la cohésion de notre canton et notre avenir social et économique.

Une formation publique forte : le rempart contre l'inégalité et la pauvreté

Pour le Parti Socialiste, la formation est la clé de voûte de l'égalité des chances. L'école publique a pour mission de permettre à chaque enfant de développer pleinement son potentiel, indépendamment de son origine sociale, familiale ou linguistique. Pourtant, aujourd'hui encore, la réussite scolaire de nos enfants dépend trop fortement de leur milieu d'origine. De plus, investir dans la formation est le moyen le plus efficace de lutter contre la précarité : en Suisse, près de la moitié des bénéficiaires de l'aide sociale n'ont pas de formation postobligatoire, contre seulement une personne sur sept dans la population globale. Soutenir cette initiative, c'est refuser que l'origine sociale détermine le destin des enfants et agir concrètement à la racine de la pauvreté.

Garantir la qualité sur tout le territoire, y compris dans le Grand Chasseral

L'initiative exige que le canton et les communes garantissent une formation de haute qualité sur l'ensemble du territoire. Pour notre région du Grand Chasseral, cette garantie constitutionnelle est cruciale. Nos écoles locales et de montagne ne doivent pas être les variables d'ajustement des coupes budgétaires cantonales. Chaque élève, qu'il grandisse dans un grand centre urbain ou dans le Jura bernois, a le droit constitutionnel d'accéder à des conditions d'apprentissage de premier ordre.

Soutenir le corps enseignant pour faire face à la pénurie

La pénurie d'enseignants qui frappe notre canton n'est pas un simple problème logistique, c'est une menace directe pour la qualité de l'enseignement. Les chiffres sont particulièrement inquiétants :



- 10 % des enseignants du canton de Berne (soit 1 700 personnes) exercent actuellement sans diplôme d'enseignement.
- Selon les degrés et les fonctions, jusqu'à 30 % des effectifs ne disposent pas de la formation requise pour la discipline ou le niveau qu'ils occupent.
- Les performances moyennes des élèves affichent un recul ces dernières années, tant en lecture qu'en mathématiques.
- Le taux d'obtention d'un diplôme du secondaire II (diplôme professionnel ou maturité) a reculé dans notre canton à 91,9%, s'éloignant de l'objectif de 95% fixé par la Confédération et les cantons.

L'initiative demande d'y remédier en veillant à recruter du personnel qualifié en nombre suffisant et à l'employer selon ses compétences. Elle exige également que le travail des enseignants profite en premier lieu aux élèves, en réduisant la charge administrative afin de leur redonner du temps pour l'enseignement et l'accompagnement individuel.

Protéger les ressources scolaires contre les coupes budgétaires de la droite

La majorité de droite du Grand Conseil rejette cette initiative en affirmant que les lois actuelles suffisent. Mais nous le savons : en période de difficultés financières, la tentation politique est forte d'économiser sur le dos des écoles, car les conséquences négatives ne sont pas immédiatement visibles. Seul un ancrage dans la Constitution cantonale offre la stabilité, la force contraignante et la légitimité nécessaires pour protéger durablement le budget et la qualité des écoles contre les majorités de droite fluctuantes et les programmes d'austérité. Économiser sur l'éducation aujourd'hui, c'est condamner notre canton à payer des coûts sociaux et sanitaires bien plus élevés demain.

Le 27 septembre 2026, faisons un choix d'avenir solidaire. Pour nos enfants, pour notre région et pour nos écoles : le PS Grand Chasseral vous invite à voter OUI à l'initiative sur la formation !



Un petit non à l'initiative sur l'alimentation

Nous sortons d'un été caniculaire qui nous a marqué et qui selon les spécialistes n'est pas isolé. Dans les médias, les agriculteurs ont exprimé les difficultés actuelles, manque de fourrage, manque d'eau, marché du bétail saturé. Nous sommes rattrapés par les changements climatiques rapides. Ces dernières décennies, la Suisse a misé sur une agriculture orientée sur l'élevage et l'importation. Les difficultés actuelles nous montrent les faiblesses de cette stratégie et du système. Il y a beaucoup de choses à améliorer. Lutter contre le changement climatique doit être l'une de nos priorités. Pour cela nous devons rapidement adopter de nouvelles stratégies. L'initiative sur l'alimentation partage ces préoccupations. Cependant nous pensons qu'il y a d'autres manières d'arriver à ces objectifs.

L'initiative exige concrètement que la Suisse porte son taux d'autosuffisance à 70% contre 47% actuellement et cela en dix ans à peine. Cela nous semble impossible, sans imposer des restrictions et des rationnements massifs à la population. Le PS Suisse a proposé que la votation soit assortie d'un contre-projet ce qui a été rejeté aux Parlements.

Bien que nous partageons les inquiétudes des initiants, nous recommandons de rejeter cette initiative. Cependant nous restons attentifs à ces thématiques et soutenons les préoccupations autour du changement climatique.

NON à l'initiative sur la neutralité

Quelle nouvelle tromperie grossière que cette initiative sur la neutralité, que ses partisans promeuvent sous le slogan « Pas de guerre » ! Son vrai nom devrait être : « pour que les milliardaires puissent faire des affaires avec des dictateurs en guerre ».

Cette initiative ne protège pas la tradition suisse de neutralité. Elle interdirait à la Suisse d'appliquer des sanctions économiques autonomes face à un État qui violerait gravement le droit international. La réserve prévue au titre de ses obligations envers l'Organisation des Nations Unies (ONU) n'est que rarement pertinente : les membres permanents du Conseil de sécurité, comme les États-Unis ou la Russie, disposent d'un droit de veto qui rend impossible toute décision de sanction contre l'un d'eux. L'adoption de l'initiative affaiblirait donc la position de la Suisse face aux autres États.

Le PSGC soutient la neutralité de la Suisse, son rôle de médiatrice et de défenseuse du droit international. Il soutient la neutralité face aux conflits armés, mais pas face à toute injustice ! La vraie neutralité n'est pas le silence complice. NON à cette nouvelle initiative trompeuse de l'UDC.